

La voix de l'opposition de gauche

A propos de la question libyenne. (9)

Le 11 avril 2011.

Il y en a qui doivent se demander d'où je sors la position que je défends sur la Libye. Je vous avouerais franchement au risque de vous décevoir que je n'en sais rien, je me suis moi-même posé la question, et en y réfléchissant hier soir en dégustant les deux petits plats que je m'étais cuisiné dans l'après-midi, dans le silence ou presque, on entendait uniquement le ronronnement du compresseur du réfrigérateur et le ressac des vagues sur le rivage, je me suis dit que j'avais dû reprendre inconsciemment la méthode de Lénine dont je m'inspire si souvent, car elle est véritablement une source intarissable d'inspiration pour peu qu'on l'ait étudiée sérieusement. Je ne prétends pas pour autant la maîtriser parfaitement, loin de là malheureusement. Aussitôt après l'être fait cette réflexion inattendue, il m'est revenu spontanément à l'esprit un chapitre de la révolution de 1905 en Russie.

Ceux qui se sont connectés au site au cours des derniers mois de 2010 comprendront assez facilement de quoi je veux parler, quant aux autres militants, je les invite à télécharger les différents textes relatifs à la révolution russe de 1905 afin de pouvoir suivre le développement de ma pensée qui m'a amené à la position que je défends sur la question libyenne.

Sans entrer dans les détails, au début de la révolution d'octobre 1905 en Russie, le prolétariat russe avança des revendications sociales dont la journée de travail de 8 heures et des objectifs politiques. Il se trouva que l'un de ces objectifs politiques était commun à la fois au prolétariat et à la bourgeoisie russe, il concernait l'adoption d'une constitution qui permettrait aux différentes classes de mener le combat à armes égales pour faire bref. Du coup, une alliance s'opéra entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le principal parti de la bourgeoisie contre le tsar, alliance de circonstance, temporaire et circonscrite à cette question uniquement, l'un et l'autre conservant sa liberté de parole et d'action.

Tandis que la bourgeoisie menait son combat politique contre Nicolas II, de son côté le prolétariat créera son premier soviet sur la base de ces revendications sociales et politiques. Une grève entre-temps avait éclaté et prenait chaque jour un peu plus d'ampleur, des rassemblements, puis des meetings et enfin des affrontements de plus en plus violents se produisaient avec les représentants de l'ordre, le soviet se renforçait et devenait l'organe de direction de la révolution, les ouvriers commencèrent à imposer dans certaines entreprises la journée de 8 heures... Jusque là, l'espèce de front unique politique constitué entre la bourgeoisie et le prolétariat tint bon, non sans quelques inquiétudes et coups tordus de la part des patrons pour lesquels l'instauration de la journée de 8 heures passait mal. En fait d'alliance politique, il s'agissait plutôt d'une sorte d'accord tacite pour faire front commun contre le tsar.

Puis vain le moment où le tsar fragilisé fit part de son intention de satisfaire l'une de leur principale revendication politique. Aussitôt, il exigera la fin de la grève générale qui commençait à s'essouffler, accentuera la répression et dénoncera la journée de 8 heures, la bourgeoisie saisira la balle au bon et menacera de recourir au lock-out ou de licencier les ouvriers qui ne voulaient pas travailler plus de 8 heures, elle exigera le retour à la situation qui prévalait avant la grève générale, elle demandera au tsar d'envoyer la troupe pour rétablir l'ordre... Constatant que dans de nombreuses entreprises les travailleurs reprenaient le travail, le soviet appellera temporairement à la fin de la grève et à continuer le combat pour obtenir satisfaction sur cette revendication des 8 heures et la chute du tsar...

Je vous raconte cela de mémoire. C'était juste pour vous montrer que des alliances tout à fait inattendues peuvent se conclure et se défaire au cours de la lutte des classes sans pour autant y perdre son âme, pour peu qu'on ne renie pas ses principes et qu'on ne s'écarte pas de l'objectif qu'on s'était fixé, ce qui n'est manifestement pas le cas lorsque des représentants de la bourgeoisie et des dirigeants du mouvement ouvrier participent de manière permanente à des organismes de collaboration de classes comme il en existe tant aujourd'hui et cela depuis de nombreuses décennies, ce que nous dénonçons et combattons sans relâche.

Les dirigeants de la social-démocratie russe n'ont jamais eu l'intention d'essayer de convaincre ceux de la bourgeoisie du bien-fondé de leurs positions, ils ne leur ont rien demandé, c'est la bourgeoisie russe qui a estimé qu'elle avait tout intérêt à soutenir la lutte politique du prolétariat contre le tsar sur une revendication précise, estimant que de son côté elle pourrait aussi en tirer avantage pour continuer son combat à la fois contre le tsar et le prolétariat, tandis que de leur côté les dirigeants ouvriers ont estimé que cette opportunité leur permettrait d'accentuer la pression sur le régime afin de pouvoir conquérir de nouveaux droits politiques qui leur permettraient de continuer le combat à la fois contre Nicolas II et la bourgeoisie.

Finalement, chacun de son côté comptait tirer avantage de la nouvelle situation politique pour continuer son combat dans de meilleures conditions. On a envie d'ajouter : et que le plus fort gagne, la bourgeoisie étant incapable de constituer une alternative au pouvoir féodal et autocratique en place, la classe ouvrière avait tout intérêt à ce genre d'accord dont elle était en droit d'espérer tirer le meilleur parti dans la perspective de la lutte pour la prise du pouvoir qui demeurait son objectif, et ironie de l'histoire, ce ne fut pas vraiment le cas puisque en grande partie la réforme promise par Nicolas II resta lettre morte, par contre cette expérience eu le mérite de démontrer aux ouvriers et aux militants qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de la bourgeoisie qui en dernier ressort se placerait toujours au côté du régime par crainte de la révolution et de tout perdre.

En Libye, les révolutionnaires espéraient tirer le meilleur parti des divisions des différents impérialistes sans pour autant leur concéder leur pétrole ou la souveraineté de leur pays, c'était un choix tactique et non stratégique, maintenant quand on confond les deux, il est évident qu'on adoptera une position erronée. Il est facile de prétendre que c'était un pari risqué, à vrai dire, compte tenu de la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi, ils n'avaient pas réellement le choix, c'était simplement une option, une opportunité à saisir pour tenter de chasser le dictateur au pouvoir, sans que l'on puisse dire à l'avance lesquels entre les révolutionnaires et les impérialistes qui bombardent l'armée de Kadhafi tireraient le meilleur parti de cette alliance en principe contre nature.

Quand on observe la tournure que prennent les événements en Tunisie et en Egypte, on peut se dire que quelque part les mêmes impérialistes doivent se mordre les doigts pour ne pas avoir consolidé plus tôt les régimes de Ben Ali et Moubarak dans la perspective d'une insurrection qu'ils auraient peut-être pu affronter dans de meilleures conditions et mâter à défaut de pouvoir l'éviter. En avaient-ils les moyens, cela se discute, pour peu que les dictateurs y mettent les formes et qu'ils lâchent quelques concessions au peuple, il est relativement facile de le manoeuvrer et de faire tenir un régime pourri bien au-delà de ce qui est logiquement concevable ou théoriquement admis, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans le monde pour le prouver, par exemple tous les régimes issus de l'éclatement de l'URSS en Asie centrale.

Et bien que les conditions soient sensiblement différentes, aux dictatures en Espagne et en Amérique latine ont succédé des régimes aux contours démocratiques sans passer par des révolutions et sans que les intérêts de la classe dominante ne soient remis en cause, mieux encore, la plupart des institutions qui existaient à l'époque de la dictature existent toujours, les institutions franquistes en Espagne par exemple ou les Constitutions antidémocratiques en Amérique latine, ce qui est normal puisque c'est toujours la même classe qui détient le pouvoir, tandis que des majorités dites de gauche détiennent le pouvoir politique et gèrent le pays pour le compte des capitalistes et des grands propriétaires terriens.